

28 janvier 2013.

Nabni, pourquoi il est déjà trop tard pour Algérie 2020

Le prochain président de la république algérien gèrera l'entrée en déplétion des ressources financières de l'Etat. Elle se situe vers 2016-2017, nous dit la prospective Nabni Algérie 2020 rendue publique ce samedi à Alger. Cela correspond au scénario du pire dans le rapport. C'est le plus probable. L'autre scénario, celui vertueux de la rupture avec la rente énergétique, le lancement de la diversification des exportations et l'émergence d'une économie performante est lié à une condition politique implicite, un renversement copernicien du mode de gouvernance algérien. Incompatible dans le délai.

La plupart des inversions sont projetées par le rapport Nabni dans cette période de la fin prochain mandat présidentiel 2014-2019. Inversion du solde de la balance commerciale. D'excédentaire, il deviendra déficitaire avec la poursuite de la montée des importations et la baisse des exportations énergétiques en volume et sans doute aussi en valeur. Passage au mode fonte du fonds de régulation des recettes budgétaires qui se videra lui avant 2020, siphonné par les dépenses publiques non couvertes par la fiscalité. Le solde des réserves de change aussi se mettra à baisser dans cette période de 2017-2020 pour s'épuiser en 2024.

L'endettement extérieur prendra le relais alors. Mais ce sera le souci du mandat présidentiel suivant. Ce tableau peu rassurant ne va pas décourager le président Bouteflika pour prétendre à un 4e mandat. Pour des raisons nombreuses mais aussi parce que personne ne croit autour de lui que l'heure des difficultés peut arriver aussi vite. Il se passera bien quelque chose qui rendra caduque cette «sinistre» prévision d'une bande de jeunes illuminés. La disparition brutale de l'Iran de la carte des fournisseurs d'énergie.

La découverte d'un autre Hassi Messaoud dans l'erg Chech près de la Mauritanie. Ou encore, pourquoi pas, un arrêt brutal du tapis roulant du gulf stream dans l'Atlantique Nord qui transformera l'Europe en continent glacial, portant les prix du gaz et du pétrole à de nouveaux sommets historiques. Quelque chose peut en effet se produire. Qui évite le retour de l'Algérie en situation de pré-ajustement. Mais de manière plus prédictible, les importations algériennes ne baisseront pas sous les 50 milliards de dollars sur la période, les revenus d'exportations eux si. Et de plus en plus vite au-delà de 2020. Et face à ce scénario, l'Algérie devra bien se mettre à vendre à l'extérieur un peu plus que les 184 produits qu'elle exporte actuellement.

Contre 336 à l'Arabie Saoudite, 759 à la Syrie, 875 à l'Egypte, ou encore 1193 à la «petite» Tunisie. Le sentiment dominant est donc bien celui-là. Il est déjà trop tard. En dépit de l'enthousiasme que veut dégager le discours de Nabni. L'Algérie passera par un ressac financier avant de se redresser. Ou pas. Car, prévient toujours la prospective Nabni, la prochaine crise des finances publiques algériennes trouvera des institutions affaiblies. Donc, une capacité de rebond entamée. Qu'est-ce qui peut encore faire mentir ce destin tracé ? L'attaque terroriste d'In Amenas a frappé les imaginations. Elle a montré combien la prospérité de l'Algérie était précaire. D'abord, parce qu'elle repose sur une source hyper concentrée de revenus.

Ensuite, parce qu'elle est «protégée» par une gérontocratie totalement dépassée par le monde d'aujourd'hui. Les vieux décideurs qui ont, en civil ou en tenue militaire, «géré» la crise pour ne pas l'avoir prévenue, au sommet des deux hiérarchies, ont révélé leur date de péremption. Voilà le salut. La prise de conscience soudaine et transcendante que cela ne peut plus continuer ainsi. Plus du tout. Un homme prétend troubler cette vision translucide de la fin d'une époque. Abdelmalek Sellal tient la posture de la réforme. Il jure qu'il a compris que le statu quo n'est plus possible. Qu'il faut faire quelque chose.

Avant que d'attendre le dénouement improbable de 2014. Il existe une frange des élites technocratiques qui pense que le premier ministre, dans le dos du président, peut donner une première inflexion à la gouvernance algérienne pour éviter le rendez-vous de la déplétion financière de 2017-2018. C'est une illusion. Un réformateur sans programme de réformes, sans équipe de réformateurs, sans mandat populaire pour réformer n'existe que dans son bureau. Avec les meilleures intentions du monde. Dans le rapport de Nabni Algérie 2020, il faut lire le paragraphe «l'Iceberg en chiffres». Et attendre l'impact. Tout sera plus facile sous l'eau.

El Kadi Ihsane

http://www.elwatan.com/chroniques/analyseeco/nabni-pourquoi-il-est-deja-trop-tard-pour-algerie-2020-28-01-2013-201156_174.php